



DROITS DE L'HOMME
DANS LE MONDE

LES DROITS DE L'HOMME

EN EUROPE ORIENTALE ET DANS L'ESPACE POST-SOVIÉTIQUE

N° 23

MAI-JUIN 2017

« VIEUX CONFLITS, NOUVEAUX AFFRONTEMENTS »

Éditorial

Après la guerre froide et les conflits armés, de nouvelles formes d'ingérence se déploient dans l'espace mondial. La très probable intervention de la Russie dans le déroulement des dernières élections présidentielles aux États-Unis, celles tout aussi vraisemblables en Estonie et en Ukraine marquent en effet un déplacement de la conflictualité sur le terrain des nouvelles technologies et sur internet. Nouvelles méthodes ou nouvelle phase ? L'avenir le dira. Pour l'heure, ce déplacement vient nous rappeler à point nommé que la dégradation du respect des droits de l'Homme et des libertés individuelles dans un pays, en l'occurrence la Russie, n'est jamais neutre dans le jeu des relations internationales et de leurs enjeux. Adossées aux nouvelles technologies, ces nouvelles formes d'ingérence interfèrent dans le débat public au-delà des frontières, défendent leur modèle de référence et pèsent sur les droits et des libertés et jusque sur les mécanismes de consultation démocratique. À l'heure de la post-vérité, elles influencent également le paysage médiatique et participent

de la désinformation dans le pays de leur choix, ce qu'illustre à sa manière le toxique groupe médiatique *Sputnik* en France...

Le présent numéro de la Lettre évoque l'ampleur des conflictualités en cours en Europe orientale et dans l'espace post-soviétique, dans leur diversité de formes. Les affrontements armés et ingérences technologiques participent évidemment de l'évolution du monde contemporain, tout en s'inscrivant dans des héritages historiques anciens. L'ampleur et le nombre de ces conflits, de haute ou de basse intensité, nous rappelle à l'urgence des mobilisations solidaires, autour des droits et des libertés et singulièrement en faveur de celles et ceux qui, à l'Ouest comme à l'Est, se mobilisent pour les défendre.

E. T.

Ligue
des **droits de**
l'Homme

FONDÉE EN 1898



SOMMAIRE

Éditorial

..... p. 1

Dossier « Vieux conflits, nouveaux affrontements »

L'intervention russe en Syrie. Entretien avec Julien Nocetti..... p. 3

Le cyberspace, nouveau lieu de confrontation avec la puissance russe,
par Kévin Limonier et Camille Coatalem-Serikoff..... p. 5

Conflits en Ukraine (2014). Les conséquences d'une prise en tenaille,
par Annie Daubenton..... p. 7

Témoignage de Gennady Afanasiev, prisonnier politique ukrainien..... p. 10

Tchéchénie : derrière la « stabilisation », déni de droits et répressions,
par Anne Le Huérou p. 11

Conflit du Haut-Karabakh : vers un effondrement de l'équilibre stratégique et militaire
entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan , par Sophie Clamadieu p. 13

Lire

Russie : vers une nouvelle guerre froide ?, sous la dir. de Jean-Robert Raviot p. 17

S'enfuir. Récit d'un otage, de Guy Delisle p. 17

Génération Maïdan. Vivre la crise ukrainienne de Ioulia Shukan..... p. 18

*Equipe de rédaction : Camille Coatalem-Serikoff, Ewa Tartakowsky, Viviane Tourtet.
Ce numéro a été réalisé avec la collaboration de l'association Ukraine Action.*

► Contribuer à la « Lettre droits de l'Homme en Europe orientale et dans l'espace post-soviétique »

Vous pouvez proposer votre collaboration en écrivant à communication@ldh-france.org, en mentionnant en objet « Lettre droits de l'Homme en Europe orientale et dans l'espace post-soviétique ».

Dossier « Vieux conflits, nouveaux affrontements »

L'intervention russe en Syrie

Propos recueillis par **Camille Coatalem-Serikoff**

Entretien avec Julien Nocetti, chercheur à l'Institut français des relations internationales (Ifri), spécialiste de la politique russe au Moyen-Orient.

Quels liens historiques unissent la Russie et la Syrie ?

Les liens, très anciens, se sont nettement renforcés à partir des années 1950. Moscou a alors besoin de la Syrie pour contrer le pacte de Bagdad, qui plaçait l'Irak, la Turquie, l'Iran et le Pakistan dans l'orbite des États-Unis et de la Grande-Bretagne. La Syrie – comme l'Égypte – compte sur l'URSS pour faire contrepoids aux velléités américaines d'imposer leur contrôle sur la région, sans toutefois laisser place au communisme. La coopération technique et économique décolle : la Syrie achète des armes au bloc soviétique ; l'URSS construit des lignes de chemin de fer en Syrie. En 1970, le coup d'État d'Hafez el-Assad, ministre de la défense, est soutenu en sous-main par les autorités soviétiques. La Syrie reçoit des armes, et négocie un report de sa dette (elle sera finalement annulée à 75 %, en 2005). Dès 1971, l'URSS ouvre une base militaire dans le port de Tartous, essentielle car elle est la seule en méditerranée orientale après la « perte » de l'Égypte.

Plus tard, un traité d'amitié entre la Syrie et la Russie, signé en 1980, consacre une coopération intense entre les deux pays, qui contrebalance la relation américano-égyptienne concrétisée par les accords de Camp David en 1978. Au cours des années 1980, le nombre de conseillers militaires soviétiques stationnés en Syrie passe de 1 000 à 6 000 !

L'intervention russe dure depuis pratiquement deux ans en Syrie. Qu'est-ce qui a motivé le Kremlin à intervenir au Moyen-Orient et soutenir le régime de Bachar El-Assad ? Ces motivations sont-elles toujours les mêmes aujourd'hui ?

À son arrivée au pouvoir en 2000, Bachar a d'abord ignoré Moscou. Mais à partir de 2003 et l'occupation américaine de l'Irak, le Kremlin a réactivé ses réseaux au Proche-Orient. En janvier 2005, les deux présidents se sont rencontrés, et Moscou a été la seule capitale à soutenir Damas, accusée d'avoir commandité l'assassinat du Premier ministre libanais Rafic Hariri (en février 2005).

En mars 2011, quand la révolution éclate en Syrie, les sociétés russes possèdent en Syrie des intérêts commerciaux significatifs, la base navale de Tartous sert de point d'appui logistique à la flotte de la mer noire, des contrats d'armement et d'extraction de gaz et de pétrole sont en cours... La Russie protège ses intérêts et tient à la survie de ce régime ami.

Par ailleurs, Moscou reste obsédée, sur la scène internationale, par sa quête de parité avec les États-Unis, et s'appuie sur la carte syrienne pour opérer un retour stratégique au Moyen-Orient. Pour que son influence demeure, la Russie a besoin des tensions régionales, qu'elle a toujours cherché à maintenir, notamment en répondant aux exigences militaires de ses partenaires.

Moscou veut montrer que la Russie est capable de projeter ses forces au-delà de l'espace post-soviétique. Son calcul, depuis son engagement militaire fin 2015, est que les Occidentaux resteront impuissants face aux frappes de son aviation. Elle ne s'est pas beaucoup trompée...

Peut-on dire que la Russie est devenue un acteur incontournable de la scène diplomatique internationale et de la politique au Moyen-Orient depuis la guerre en Syrie ?

C'était l'un des objectifs clés de Vladimir Poutine. Ce que permet la Syrie, pour la Russie, c'est justement de rétablir une relation presque spéciale avec les États-Unis, alors même qu'elle a été isolée après l'annexion de la Crimée (en mars 2014) et les sanctions que l'Occident lui a ensuite imposées.

Au plan militaire, Moscou a voulu prouver que la puissance des armes est loin d'être obsolète en politique internationale. À Obama qui réduit la Russie à son rôle de « puissance régionale », Moscou répond par la projection de capacités aéronavales en Méditerranée orientale, ce qu'elle n'avait pas fait depuis 1972 à destination de l'Égypte.

Au plan régional, les Russes sont à l'évidence parvenus à réaffirmer leur influence sur le Moyen-Orient. Du moins à faire en sorte d'apparaître incontournables, c'est-à-dire de parler à l'ensemble des acteurs de la région (et vice-versa) – dont ceux auxquels les Occidentaux ne parlent pas, ou peu. L'Égypte, les Émirats, la Jordanie, l'Irak, Israël, cherchent tous à compenser les attermoissements de Washington dans la région par des coopérations variées avec Moscou.

La Russie a également refusé d'être attirée dans le camp chiite contre les sunnites : elle a renforcé ses relations avec les kurdes (de Syrie), continué de courtiser l'Égypte

d'Al-Sissi, et maintenu le dialogue avec les saoudiens et les qataris. À l'évidence, la Russie est associée aux chiïtes, mais ce n'est pas surprenant, tant Poutine a cherché à faire revivre une constante de la diplomatie de la Russie impériale et soviétique en soutenant les minorités (chiïtes, kurdes, alaouites, chrétiens...) contre une majorité sunnite qui a toujours été perçue comme proche des occidentaux.

Selon Mark Galeotti, pour comprendre la stratégie russe en Syrie, il faut se souvenir de la guerre en Tchétchénie, qu'en pensez-vous ? Qu'entend-on par le terme de « tchétchénisation » du conflit ?

Certains parallèles ont en effet été établis entre le règlement du conflit tchétchène et la guerre en Syrie. La « tchétchénisation » fait référence à la mise en place d'un dirigeant loyal au centre fédéral – en l'occurrence Ramzan Kadyrov – entouré d'un clan aux méthodes brutales accaparant les richesses économiques. La comparaison avec le clan Assad en Syrie est tentante, mais les situations ne sont guère comparables. Les raids aériens de l'armée russe en Tchétchénie étaient incroyablement massifs, bien plus que les bombardements du régime de Damas sur sa population... La république tchétchène est partie intégrante de la Fédération de Russie, alors qu'en Syrie Moscou intervient à l'étranger, aux côtés de l'Iran, de milices chiïtes, de forces kurdes, etc., en mobilisant des moyens aéronavals importants.

Entre 6 et 7 000 personnes originaires des anciennes républiques soviétiques auraient rejoint les rangs de daech. Aujourd'hui, comment les autorités russes préviennent-elles le retour de ces combattants ?

En allant frapper leurs positions en Syrie ! Fixer les combattants russophones sur le théâtre syro-irakien pour les y anéantir était l'un des objectifs de Moscou en intervenant en Syrie.

Revendiqué par Daech, le crash du charter russe de la compagnie Metrojet au-dessus du Sinaï, en octobre 2015, faisant 224 victimes, est l'attentat le plus meurtrier ayant visé la Russie depuis la prise d'otages de Beslan. L'attentat du métro de Saint-Petersbourg, en avril 2017 (16 morts), a lui été revendiqué au nom d'al-Qaïda, signe que le paysage djihadiste transnational se recompose et cible à nouveau directement la Russie.

La menace terroriste provient le plus souvent de Caucasiens et de ressortissants des républiques d'Asie centrale, présents en nombres importants dans les rangs de Daech et d'al-Nosra. La lutte antiterroriste, qui a largement justifié la politique de Vladimir Poutine dès son entrée en fonction

en 1999, demeure l'alpha et l'oméga de la diplomatie russe au Proche-Orient.

Les États-Unis qui semblaient jusqu'ici « sous-traiter » le dossier syrien aux Russes, ont frappé, le 6 avril dernier, la base militaire d'Al-Chaayrate près de Homs. Faut-il voir un changement de stratégie américaine ? Cela veut-il dire que Moscou n'a plus l'avantage sur Washington ?

L'internationalisation du conflit syrien par le haut – Moscou et Washington – a fait bouger les positions américaines. Les États-Unis ne font plus du départ d'Assad une condition préalable à la recherche d'une solution négociée et considèrent que priorité devait être donnée au démantèlement de Daech. Les Russes sont plus attachés au maintien d'un État unitaire à Damas qu'à la personne d'Assad. Les Américains partagent le même souci : préserver ce qui peut rester de structures étatiques à Damas (ne pas « refaire » l'Irak...). L'administration Trump n'a jusqu'à présent donné que de minces indications de sa ligne diplomatique sur la Syrie, même si l'U.S. Air Force a frappé des positions du régime syrien après l'attaque chimique de Khan Cheikhoun en avril 2017.

La véritable inconnue réside dans le comportement du nouveau président américain à l'égard de l'Iran, dont il avait stigmatisé l'influence en Syrie durant sa campagne et annoncé vouloir dénoncer l'accord de Vienne sur le nucléaire iranien. Dans le jeu diplomatique entre Washington et Téhéran, Moscou restera en arrière-plan et dépendant du résultat de leurs rapports de force, qui pourront se répercuter sur les positions régionales de la Russie.

Quelles sorties de crise peut-on envisager pour mettre fin à la guerre en Syrie ?

Difficile à prévoir tant l'issue semble se complexifier à mesure que le conflit se prolonge... À l'heure actuelle, la Russie semble maîtriser le tempo diplomatique. Les Russes modulent leurs initiatives diplomatiques en fonction des objectifs et intérêts militaires qu'ils fixent pour le régime d'Assad...

Si c'est sur le terrain syrien que la Russie a remporté ses succès les plus symboliques, il lui reste toutefois à prouver sa capacité à stabiliser la situation et à esquisser une solution politique. Pour cela, elle compte d'abord sur le triangle laborieusement forgé avec l'Iran et la Turquie. Contre-intuitive, cette alliance s'appuie sur des calculs tactiques : les intérêts à court terme des trois pays coïncident en raison de la présence de leurs troupes sur le terrain, de leur volonté de trouver une issue au conflit syrien et de leur conscience du coût financier d'un enlisement...

Le cyberspace, nouveau lieu de confrontation avec la puissance russe

Kévin Limonier, maître de conférences en études slaves et géopolitique à l'université Paris 8 et Camille Coatalem-Serikoff

Au cours de la dernière décennie, la Russie est devenue un acteur incontournable du cyberspace. Au milieu des années 2000, elle est en effet passée du stade de pays peu connecté à celui de puissance cybernétique majeure, dotée d'une solide économie numérique. La Russie s'est également engagée dans une stratégie d'investissement et de capitalisation du cyberspace, devenu à la fois territoire d'action diplomatique, caisse de résonance de ses stratégies d'influence et espace où se prolongent ses activités offensives.

En 2000, seuls 2 % des Russes avaient accès à Internet (contre 14 % des Français) ; en 2016, 71 % y sont connectés. La Russie a développé au cours de la dernière décennie d'importantes capacités offensives dans le cyberspace. En 2007, des hackers proches du pouvoir provoquaient la première attaque d'envergure contre les infrastructures d'un État tiers, l'Estonie. Ceci avait déclenché la première grande crise diplomatique de l'histoire imputable à une activité cybernétique. Depuis, les opérations offensives russes dans le cyberspace se sont multipliées en lien avec les conflits politico-militaires : pendant la guerre russo-géorgienne de 2008, après la révolution de Maïdan en Ukraine en 2014 et au moment de l'annexion de la Crimée. Alors qu'au printemps 2014 les troupes russes prenaient possession de la péninsule, à la suite du renversement du président ukrainien Viktor Ianoukovitch, l'une des premières actions effectuées par les commandos fut de couper les câbles qui reliaient la Crimée au continent, provoquant un *black-out* numérique qui dura plusieurs jours.

L'OTAN et la plupart des armées euro-atlantiques considèrent que le cyberspace constitue une cinquième dimension stratégique – aux côtés de la terre, de l'air, de la mer, et de l'espace extra-atmosphérique – et qu'il convient d'en assurer la sécurité grâce à des moyens politiques et militaires spécialement conçus. Le cyberspace dans son interprétation russe est un prolongement des divers champs d'action politiques, économiques ou militaires. Dans ce contexte, les cyberattaques à l'encontre de l'Estonie, de la Géorgie puis de l'Ukraine sont reliées à un logiciel d'action qui dépasse de loin les seuls réseaux informatiques.

Le « Runet » : l'exception numérique russe comme outil d'influence géopolitique

Si cette posture de défense de la souveraineté sur le Web est largement due à l'état des rapports de force internationaux et au rôle que la Russie entend y jouer, elle se fonde également sur l'existence, au niveau de l'espace post-soviétique, de très fortes spécificités quant à la structure du segment russophone de l'Internet, le Runet. Objectivement, le Runet est constitué de tous les sites Internet, de tous les serveurs et de toutes les adresses mail qui utilisent la langue russe pour diffuser de l'information. Or, le fait qu'un terme propre à l'Internet russophone existe est déjà en soi un marqueur fort : aujourd'hui, le russe est la deuxième langue la plus utilisée sur le réseau (5,9 % du trafic mondial), après l'anglais (54,7 % du trafic), et à quasi égalité avec le français. Mais notons qu'à la différence du Runet, il n'existe aujourd'hui aucun terme pour désigner l'Internet francophone. Et pour cause : le Runet, en plus d'être fondé sur la pratique d'une langue commune, correspond également à un segment de l'Internet où se sont développés des pratiques et des modèles économiques alternatifs. Par exemple, alors que les utilisateurs francophones privilégient pour leur navigation des outils américains très répandus tels que Facebook, Google, Youtube ou Amazon, les russophones leur préfèrent dans leur grande majorité des plateformes développées par et pour des Russes (Yandex, V Kontakte, Rutube, Ozon). Le Runet permet de promouvoir un discours d'affirmation de la souveraineté russe contre ce qui est perçu comme une hégémonie américaine sur Internet. Cette « exception numérique » permet également d'appuyer un discours officiel d'affirmation de la Russie comme une grande puissance technologique. Plus qu'un simple segment linguistique d'Internet mondial, le Runet peut être considéré comme le « levier numérique » qui renforce l'influence culturelle et linguistique russe dans « l'étranger proche ».

Le hacking russe : un mode opératoire original

Si, à l'intérieur de l'ex URSS, la position dominante de la Russie au niveau des infrastructures et des services lui permet de jouer un rôle central, il en va différemment lorsque l'on s'intéresse au reste du monde. En effet, outre les questions de gouvernance et de confidentialité des données soulevées par l'affaire Snowden, la Russie use de ses atouts techniques pour mener une véritable guérilla cybernétique à l'encontre

de certains pays et organisations clairement désignées comme adversaires – au premier rang desquels l'OTAN et l'Ukraine.

Or, la stratégie russe dans le domaine des opérations cybernétiques offensives est remarquable en cela qu'elle brise les codes de la guerre numérique tels qu'ils ont été développés par les stratégies occidentales au cours des années 1990 et du début des années 2000.

Ainsi, l'OTAN a pendant des années éprouvé de grandes difficultés à anticiper l'action russe dans ce domaine¹. Par exemple, la cyberattaque qui visa plusieurs sites gouvernementaux estoniens en 2007 fit un grand effet au sein des chancelleries européennes et nord-américaines : les dégâts que provoquèrent cette attaque par déni de service² sur un pays membre de l'OTAN ayant fait du numérique le principal pilier de son économie ont inauguré une ère d'incertitude constante quant à la prévention des menaces pesant sur la sécurité des infrastructures gouvernementales. En effet, la culpabilité de la Russie n'a jamais clairement pu être prouvée dans cette affaire. Le cas estonien n'est d'ailleurs pas isolé.

Dans le contexte du conflit ukrainien, les experts en cybersécurité éprouvent les mêmes difficultés à clairement identifier des attaquants qui prennent néanmoins le soin de laisser derrière eux des traces qui, tout en laissant penser qu'ils sont russes, ne suffisent pas à inculper clairement les services de l'État. Ainsi, le groupe de hackers « the Dukes », ayant perpétré de nombreuses attaques contre les réseaux gouvernementaux ukrainiens, prend soin de n'être actif qu'aux heures ouvrées du fuseau-horaire de Moscou, sauf les week-end et jours fériés. De même, certains scripts qu'ils utilisent pour leurs attaques comportent des cryptages en cyrilliques. Pourtant, compte tenu du savoir-faire de « the Dukes », il est légitime de penser que ces indices, par leur caractère élémentaire, n'ont pas été laissés là par hasard.

Cette incertitude quant à l'identité de l'attaquant joue en faveur de la Russie, qui s'appuie donc dans le cyberspace sur des combattants irréguliers pour mener des opérations qui servent les intérêts gouvernementaux. Dès lors se pose la question de la structure de ces forces supplétives, de même que de leurs motivations. L'engagement de hackers dans une cause politique comme celle qui mena à l'attaque de 2007 en Estonie a constitué un véritable tournant, puisque les pirates se faisaient corsaires, ou plutôt miliciens selon le vieux terme russe d'*opolchenie*. C'est bien ce type de combattants supplétifs et

politisés auquel l'Estonie a été confrontée, et qui investissent aujourd'hui le théâtre ukrainien. Des groupes tels que « the Dukes », qui s'est constitué lors de la guerre en Tchétchénie³, ou encore les *cyberberkut*, du nom des anciennes forces anti-émeutes ukrainiennes dissoutes après le départ du président Ianoukovitch, sont caractéristiques de cette stratégie de recours à des supplétifs servant une cause politique.

Tromper l'humain plutôt que la machine

Si l'apparition de ces « milices » du cyberspace a pu surprendre, leur mode opératoire a lui aussi plongé les ingénieurs occidentaux dans des abîmes de perplexité. Par exemple, fin 2015, un groupe de hackers russes sabotait le réseau électrique de la région d'Ivano-Frankivsk, dans l'ouest de l'Ukraine, privant des millions d'Ukrainiens d'électricité. Cette attaque fut la première de l'histoire de la cybernétique à paralyser durablement et massivement un système aussi critique que celui de la distribution d'électricité. L'impact psychologique fut fort, tant en Ukraine que dans les milieux spécialisés en cybersécurité. Lors de cette opération, les pirates se seraient introduits dans le réseau informatique de gestion d'électricité au moyen d'un cheval de Troie, c'est-à-dire d'un logiciel en apparence inoffensif mais contenant toute sorte de parasites (virus, logiciel espion...). Comme dans le récit de l'*Illiade*, le succès d'une opération menée grâce à un cheval de Troie repose en grande partie sur les ruses que l'attaquant pourra déployer afin de pénétrer le réseau cible sans éveiller les soupçons. Baptisé « *black energy* », le logiciel malveillant (*malware*) a été introduit dans le réseau grâce à un e-mail censé provenir du gouvernement ukrainien, et plus particulièrement du service de relation presse de la Rada, le parlement ukrainien. Il était expliqué dans cet e-mail que les députés venaient d'adopter une nouvelle grille tarifaire pour la vente d'électricité aux particuliers. L'auteur du mail, se faisant passer pour un responsable du service de la communication du parlement, invitait son correspondant à ouvrir un fichier Excel en pièce jointe – celui-ci étant censé contenir les nouveaux tarifs. Un opérateur du réseau électrique d'Ivano-Frankivsk a alors ouvert la pièce jointe depuis un ordinateur connecté à la centrale électrique, libérant le *malware*⁴.

Ce mode opératoire, qui nécessite d'avoir accès à des informations très détaillées sur la personne que l'on cible, est une spécialité

1. K. Geers, *Cyber War in Perspective: Russian Aggression against Ukraine*, Tallin, NATO CCD COE Publications, 2015.

2. Une attaque par déni de service (DDos) consiste à saturer les serveurs de l'adversaire en multipliant le nombre de requêtes. Ce type d'attaque, s'il est assez simple à réaliser techniquement, nécessite cependant des infrastructures importantes.

3. P. Howell O-Neil, « Behind the curtain with Russia's cyber-espionage masters », *The Daily Post*, 17 septembre 2015.

4. R. Lipovsky et A. Cherepanov, *BlackEnergy trojan strikes again: Attacks Ukrainian electric power industry*, Welivesecurity, 7 janvier 2016, <http://www.welivesecurity.com/2016/01/04/blackenergy-trojan-strikes-again-attacks-ukrainian-electric-power-industry/> [consulté le 18 juin 2017].

des hackers russes. Ainsi, en 2015, un autre virus baptisé *Snake* avait infecté les réseaux informatiques de plusieurs ministères de la défense est-européens après que des responsables aient reçu des mails les invitant à répondre à des interviews pour de grands media, et à ouvrir une pièce jointe infectée. Le niveau de personnalisation de ces messages les rendait hautement crédible : les pirates, se faisant passer pour des journalistes, étaient allés jusqu'à citer dans leurs messages des personnes qui les auraient soi-disant recommandés auprès des cibles, et qui étaient connues d'elles⁵.

Qualifiée d'« ingénierie sociale » par les ingénieurs en cybersécurité, cette tactique a l'avantage de ne pas requérir de moyens technologiques trop importants, mais suppose un fort soutien en termes de renseignement, afin de bien calibrer les messages en fonction des personnes ciblées. Ainsi, en se penchant sur l'architecture du cheval de Troie qui a paralysé le réseau électrique de la région d'Ivano-Frankivsk, les experts en sécurité de la société texane Isight Partners ont été surpris de constater qu'il reposait sur une macro Excel exécutée automatiquement à l'ouverture de la pièce jointe⁶. Autrement dit, son degré de sophistication était extrêmement faible : les macros, très utilisées en comptabilité puisqu'elles permettent d'automatiser des opérations, sont un outil élémentaire pour toute personne ayant un usage professionnel du logiciel Excel. Ainsi, si le piratage du réseau électrique d'Ivano-Frankivsk n'a duré que quelques heures, il n'en demeure pas moins qu'il a été le premier dans le

genre et que son impact psychologique et symbolique fut d'autant plus important que le mode d'infiltration des attaquants était déconcertant de simplicité.

Dès lors se dessine donc une stratégie générale qui, en privilégiant le caractère spectaculaire des attaques à leurs capacités réelles de destruction, fait le pari de la publicité comme objectif de la guerre cybernétique, même si la Russie est également capable de déployer des armes cybernétiques bien plus lourdes, ainsi que l'a montré l'expérience géorgienne de 2008.

En somme, la Russie est devenue une puissance majeure du cyberspace en distinguant clairement sa stratégie de celle des pays occidentaux. Qu'il s'agisse de gouvernance du Web, de protocoles d'écoute ou d'offensives cybernétiques, le gouvernement russe considère avant tout le cyberspace comme un nouveau lieu où il est nécessaire de prolonger certains modes d'action classiques de sa politique internationale. En insistant sur le message politique induit par ses agissements, la Russie se distingue ainsi clairement d'une position occidentale qui a longtemps vu le cyberspace comme un domaine exclusivement technique, où la principale menace était portée par des groupes mafieux ayant à leur disposition des virus perfectionnés. Autrement dit, l'action russe contribue à sortir le cyberspace d'une approche essentiellement technique pour en faire un objet politique, voire géopolitique.

5. The Dukes : 7 years of Russian cyberespionage, F-Secure Labs Threat Intelligence Whitepaper.

6. U. Shamir, *Analyzing a New Variant of BlackEnergy 3 : Likely Insider-Based Execution*, SentinelOne, 26 janvier 2016.

Conflits en Ukraine (2014...). Les conséquences d'une prise en tenaille

Annie Daubenton, journaliste spécialiste de l'Ukraine

Ressenti comme un coup de force au moment de son déclenchement, le conflit entre l'Ukraine et la Russie s'est installé dans le temps long. On peut d'ailleurs parler de deux coups de force et de deux conflits distincts bien que liés comme dans une prise en tenaille. Impossible d'analyser ces événements sur la longueur sans revenir sur leur déclenchement, rapide, violent. L'occupation de la Crimée a lieu en quelques jours, grâce à une stratégie antérieure bien établie : l'implantation des partis pro-russes,

la mise en place de responsables souples ou gagnés à la cause du Kremlin. La montée des forces séparatistes aidées par Moscou s'impose par la force également en peu de temps.

La quasi simultanéité entre les deux « attaques » – Crimée et Donbass – ne laisse pas non plus d'illusion sur leur signature, même si trois ans après le Kremlin continue à nier l'évidence et les preuves : la présence non seulement d'armes, mais de troupes et d'officiers russes dans les enclaves séparatistes, auxquels viendront s'ajouter la distribution de passeports, la reconnaissance de la citoyenneté.

Mais très tôt s'est posée la question : à quel

conflit a-t-on à faire ? D'un côté la captation d'un territoire que l'histoire légitimerait, de l'autre une guerre entretenue en armements et en hommes par un voisin, partie prenante d'un processus de paix. S'agissait-il d'une « vraie » guerre, d'une guerre hybride, appelée à devenir un conflit « gelé » à la manière de la Transnistrie, ou par absorption progressive du territoire façon Ossétie du sud ?

Cette difficulté à définir la nature du conflit a pesé sur les stratégies à mettre en œuvre. Les Européens s'opposaient à l'annexion russe pour la Crimée, mais acceptaient implicitement la thèse russe pour le Donbass. L'impréparation était totale de tous côtés, aussi bien dans la vie internationale qui avait vu avec un certain scepticisme l'arrivée d'un « nouvel » État sur la carte du monde et assistait estomaqué à la violation d'un territoire à la frontière de l'Europe, que du côté ukrainien qui n'avait pas envisagé de s'armer pour faire face à son voisin de l'Est, ni à plus forte raison de le désigner comme ennemi.

Pour tenter de gérer cette inconnue, le « Protocole de Minsk » a été initié par le président français François Hollande rejoint par la chancelière allemande Angela Merkel. Le protocole s'adossait aux sanctions américaines et européennes et pouvait constituer un levier pour leur suspension si la feuille de route était respectée.

Mais obtenus à l'arraché, et bien que les responsables soient parvenus à mettre à la même table les présidents ukrainien et russe, les Accords signés en septembre 2014 puis en février 2015, portaient en eux-mêmes les signes de leurs limites. Parmi les points qui vont contribuer à bloquer le processus, figure la tenue d'élections locales dans les régions en conflit armé, scrutin devant constituer un préalable à la restauration de la frontière entre les deux États ; les séparatistes étaient amnistiés afin de pouvoir y participer. Le point le plus contesté était la mise en œuvre d'un changement constitutionnel mêlant une décentralisation de l'État ukrainien à l'introduction d'un « statut spécial » pour les républiques rebelles. L'adoption d'un amendement à la majorité des trois cinquièmes légitimant une partie du pays qui se battait les armes à la main, restait incompréhensible pour une grande partie de la population, en particulier celle qui se trouvait sur le front. Le 31 août 2016, alors que le parlement était en train de se prononcer, une confrontation violente éclate entre les forces de l'ordre et des groupes de volontaires engagés sur le front faisant plusieurs victimes. Il sera désormais impossible de faire entériner l'amendement au risque de jeter de l'huile sur le feu.

Mais Kiev est confronté d'un côté aux interlocuteurs européens qui soutiennent ses efforts pour les réformes, de l'autre à une société marquée par la guerre qui comprend mal le sens de concessions à l'égard d'une Russie ressentie comme agresseur. Concernant le processus de Minsk, celle-ci est largement critique : seuls 12 % des sondés en font une évaluation positive et plus de la moitié considèrent l'aide internationale comme insuffisante¹.

La société n'a guère d'illusion sur l'issue du conflit. Près de la moitié des interrogés n'envisage de perspective qu'avec un changement de pouvoir à Moscou, 43 % en cas d'un cessez-le-feu définitif et plus de 30 % seulement si Kiev reprenait le contrôle de la Crimée. Et les « deux » conflits sont considérés comme inséparables.

Le pouvoir est pris en tenaille entre les impératifs européens et ceux d'une large partie de la société qui l'a porté au pouvoir.

Sur le terrain, le processus réduit la violence, mais ne parvient pas à l'arrêter. L'OSCE, garant et témoin du respect des Accords, se voit régulièrement empêché d'accéder aux zones les plus sensibles, plusieurs observateurs ont été pris en otage ou victime de tirs. Le renforcement militaire par la frontière russe continue, les populations civiles locales sont appauvries et déchirées, la perspective d'une réintégration des territoires séparés s'éloigne.

Si le processus de Minsk diminue l'intensité du conflit sans pouvoir l'apaiser, il constitue pourtant une plate-forme de dialogue : il place les parties en conflit sous la vigilance internationale, aboutit à plusieurs cessez-le-feu et régule les échanges de prisonniers. Mais face aux limites du jeu diplomatique, ce sont les réalités de terrain qui vont s'imposer.

Dans la nuit du 29 janvier 2017, de nouveaux affrontements éclatent dans la zone industrielle d'Avdiivka², dans la région de Donetsk, jusqu'alors zone-tampon entre l'armée ukrainienne et la République populaire de Donetsk (DNR). La bataille laisse les habitants sans eau, électricité ni chauffage ; les bombardements s'y poursuivent pendant une semaine. Les deux parties s'accusent mutuellement.

Les raisons de ce nouvel embrasement sont multiples, mais éclairent ce qui est en train de se jouer : à la fois la tentative de s'emparer d'un côté comme de l'autre de cette « zone grise », non attribuée pendant les Accords de Minsk, mais aussi de récupérer des actifs ukrainiens qui travaillent avec les séparatistes. A Avdiivka se trouve une usine de coke qui assure 25 % de la production du pays et alimente

1. Sondage du Fonds d'initiatives démocratiques. Seuls 12 % des sondés donnent une évaluation positive des Accords, et 53,5 % considèrent que l'aide internationale est insuffisante, un verdict qui ne varie pas de façon majeure entre l'Est et l'Ouest du pays. Par contre, ce mécontentement et/ou désintérêt augmente avec le temps et la destinée future des régions occupées. Voir : <http://dif.org.ua/article/ukrainitsi-ne-gotovi-buduhati-stinu-z-okupovanimi-teritoriyami> [consulté le 17 juin 2017].

2. La ville avait été prise par les insurgés en avril 2014 puis reconquise par les forces ukrainiennes en juillet de la même année

deux usines de Marioupol ; cet ensemble est sous le contrôle de Rinat Akhmetov l'oligarque ukrainien qui tente de sauver ses intérêts en ménageant Moscou, les séparatistes et Kiev où ses positions sont représentées au parlement.

C'est le blocus par des bataillons de volontaires ukrainiens des enclaves qui va pousser à la décision le gouvernement ukrainien. Les activistes dénoncent le commerce – en particulier du charbon – qui continue de faire le va-et-vient entre les zones industrielles occupées et le reste du territoire : ils accusent le gouvernement d'enrichir les séparatistes et de protéger des intérêts oligarchiques ukrainiens. Après une partie de bras de fer d'un mois, le gouvernement va devoir annoncer le blocus officiel des territoires occupés. Les réactions en chaîne ne se font pas attendre.

Les responsables de la DNR et de la République populaire de Lougansk (LNR) annoncent « prendre le contrôle » d'une quarantaine d'usines et mines, principalement celles d'Akhmetov. Dans la foulée, le Kremlin reconnaît les passeports et actes officiels émis par les responsables des « républiques ».

Dans les territoires occupés, plusieurs mesures restrictives sont mises en place à l'usage de la population : l'accès est donné aux appartements sans consentement des propriétaires, les hommes vivants dans les enclaves ne peuvent quitter les républiques auto-proclamées sans un justificatif du « commissariat militaire » local, confirmant qu'ils se sont bien enregistrés.

Les séparatistes avancent une possible indépendance tandis qu'un projet d'intégration à la Russie est présenté en Crimée par un député russe de la Douma : dans la région de Donetsk, le titre de « frontière d'État » est attribué à la ligne de démarcation. Pour Kiev, le blocus a un coût politique et économique. L'équilibre énergétique du pays s'en trouve fragilisé³. L'anthracite qui nourrit ses centrales est essentiellement produit dans les zones non-contrôlées. Le FMI soumet son octroi de la 4^e tranche de l'aide financière à une nouvelle demande de réformes : retraites, autorisation de la vente des terres, lutte contre la corruption.

Les experts et les associations civiles ont exigé à plusieurs reprises la transparence dans la fixation du prix de l'électricité et demandent une suppression progressive de l'utilisation de l'anthracite afin de sortir le pays de la dépendance au charbon. La société aussi est partagée. 30 % considère que l'Ukraine doit reprendre le contrôle de sa frontière orientale.

17 % soutiennent des mesures fortes (blocus, reconnaissance officielle de l'occupation). Quelque 15 % opteraient pour un « statut particulier » permettant leur réintégration. Le quart des interrogés reste indécis⁴.

Moscou bataille, montrant Kiev du doigt et accusant « le gouvernement ukrainien lui-même à travers toutes sortes de blocus » d'avoir contribué à la déshérence de ces territoires⁵. C'est que le Kremlin doit aussi gérer administrativement l'annexion de la Crimée qu'il a été contraint de revoir en mode mineur. La presque île a perdu son statut de district fédéral accordé au moment du rattachement et qui lui donnait un accès direct au Kremlin. Elle devient une des républiques pauvres du district du sud ainsi qu'une base militaire à Sébastopol. Elle doit se plier à la stratégie de Moscou avec le double rôle de plate-forme de défense et de zone économique libre permettant aux investisseurs d'échapper aux sanctions. Des efforts sont déployés pour lui fabriquer un rattachement territorial et énergétique avec la Fédération, un cap qui n'est pas atteint. Le rattachement politique est obtenu par la répression, qu'il s'agisse de la lutte contre les Tatars ou de toute manifestation soutenant une proximité culturelle, linguistique ou politique pour l'Ukraine. Le parti Mejlis, qualifié d'« organisation extrémiste », est interdit depuis avril 2016, et son quartier général déplacé à Kiev.

À l'Est comme au Sud, l'Ukraine tente de se dégager de l'étau en se tournant vers les instances internationales : plaintes contre la Russie auprès de la Cour européenne des droits de l'Homme, de l'assemblée parlementaire de l'OSCE, de la Cour internationale de La Haye, pour l'annexion de la Crimée, pour demander réparation, et contre le financement du terrorisme dans le Donbass.

Le bilan humain est lourd avec plus de dix mille morts civils et militaires en trois ans. Mais les deux conflits ne sont pas parvenus à paralyser la démocratisation du pays. Ils n'ont pas été le facteur de déstabilisation totale que l'on pouvait craindre. Le mouvement des volontaires a montré la capacité d'une partie de la société à s'engager dans la défense du pays. Le « séparatisme » n'a pas non plus gagné de terrain ni dans les esprits ni dans d'autres poussées de souverainetés territoriales. Cette résistance est sans doute la réponse la plus nette à ceux qui assuraient qu'une « guerre civile » se déroulait dans le pays.

3. Les deux régions du Donbass dont Kiev n'a plus le contrôle occupent environ 9 % du territoire, mais produisent 16 % du PIB, et 25 % des exportations. S'y trouvent concentrés le charbon, le métal, les industries chimiques et de construction mécanique.

4. *The Future of Occupied Territories in the Donbas: Possible Variants*, Ilko Kucheriv Democratic Initiatives Foundation, Razumkov Center, 16-19 décembre 2016, <http://dif.org.ua/uploads/pdf/161991938158ad8e93d245c2.65171846.pdf> [consulté le 17 juin 2017].

5. Rencontre V. Poutine et A. Merkel à Moscou le 2 mai 2017.

Témoignage de Gennady Afanasiev, prisonnier politique ukrainien ?

Texte publié en coopération avec



Pendant l'occupation russe de la Crimée, j'aidais des soldats ukrainiens placés en Crimée et je participais aux actions de la protestation contre l'occupation de la péninsule.

Le 9 mai 2014, j'ai participé à la marche de la Journée de la Victoire à Simferopol. Je marchais avec les autres participants en tenant une photo de mon arrière-grand-père qui a combattu lors de la Seconde Guerre mondiale. Tout à coup, plusieurs hommes en civil munis de fusils automatiques m'ont frappé sur le chemin. Ils m'ont poussé dans une voiture (plus tard, il s'est avéré qu'il s'agissait d'officiers du FSB¹). Ils m'ont jeté sur le sol et m'ont mis un sac sur la tête dans la voiture. En conduisant, ils m'avaient frappé dans l'estomac et à la tête, tout en m'interrogeant sur les participants aux manifestations pro-ukrainiennes et en me menaçant. Ils disaient qu'ils me conduiraient dans la forêt où je creuserais ma propre tombe.

Enfin, la voiture s'est arrêtée devant chez moi. Ils savaient donc déjà où je vivais. Ils ont pris les clés de mon appartement et m'ont guidé à l'intérieur avec un sac sur la tête, puis ils m'ont jeté sur le sol. Ils ont fouillé partout, mais n'ont rien trouvé. J'ai été alors emmené au bureau du FSB et de là au sous-sol froid, où j'ai passé dix jours. Tout ce temps, ils ne m'ont laissé ni dormir ni manger.

Le premier jour, ils me battaient seulement. J'étais enchaîné à une table en fer. Je n'avais pas d'avocat, mais j'étais entouré d'officiers du FSB. Ils ont essayé de me faire parler, m'ont menacé. Quand ils ont compris que je n'avais pas l'information dont ils avaient besoin, ils m'ont demandé de m'auto-incriminer. Au cours des cinq premiers jours, les agents du FSB ont essayé de me faire parler. Ils me frappaient à la tête avec des gants de boxe pour ne pas causer de bleus. Ils mettaient tout simplement un sac en plastique sur ma tête, m'étouffaient, me battaient encore... Mais je gardais le silence. Cela s'est avéré être la bonne attitude. Puis, les réelles tortures ont commencé.

Cela n'est pas agréable à entendre ou à lire, mais je dois raconter encore et encore ce que j'ai subi. Les gens devraient savoir ce qui arrive à une personne emprisonnée illégalement en Russie. Je ne suis pas le seul. Pendant plus de deux ans, j'ai vu beaucoup de gens. Tout le monde n'a pas été traité avec la même cruauté. Ils ont mis sur ma tête un masque à gaz avec un tuyau, ont dévissé le clapet du masque pour pulvériser du gaz à l'intérieur. J'ai commencé à vomir et à m'étouffer avec mon propre vomi. Quand je perdais conscience, ils enlevaient

le masque, me faisant sentir de l'ammoniac salin pour que je reprenne mes esprits, puis, ils répétaient l'ensemble du procédé. En raison de ces tortures cruelles, j'ai plaidé coupable.

Ensuite, ils se sont intéressés à Oleksandr Kolchenko et Oleh Sentsov. J'ai refusé de témoigner contre eux. En réponse, ils ont relié des fils électriques à mes organes génitaux et m'ont électrocuté. C'était leur méthode pour me faire signer les documents précédemment préparés. À la fin, ils m'ont demandé un accord de plaider. Ils ont enlevé mes vêtements, m'ont mis sur le sol et ont commencé à passer un fer à souder près de mon corps en me disant ce qui se passerait si cet instrument chaud et brûlant finissait à l'intérieur de moi. Ils ont aussi menacé de venir chez ma mère, et c'est cette méthode qui a fini par s'avérer efficace.

Au cours du procès d'Oleksandr Kolchenko et d'Oleh Sentsov, j'ai révoqué mon précédent témoignage devant de nombreux témoins et j'ai parlé des tortures et des moyens utilisés pour me faire faussement témoigner contre des personnes innocentes, que je n'avais jamais connues auparavant. La vengeance ne s'est pas fait attendre : les officiers du FSB se sont remis à me frapper, cette fois-ci à Rostov. Heureusement, en raison de la présence des avocats indépendants et des défenseurs des droits de l'Homme, mes traumatismes ont pu être constatés et notés. Cependant, aucun de ces officiers n'a été jugé pour ces actions.

Le FSB m'a transféré dans un goulag moderne : une colonie de la République des Komis. Le transfert a été vraiment difficile : les températures atteignaient les 40-45°C, les wagons de chemin de fer étaient si chauds qu'ils ont dû être refroidis par un véhicule de pompiers. Il n'y avait ni eau, ni toilettes à l'intérieur de ces wagons.

Là, dans la République des Komis, je suis tombé gravement malade. Mon corps était couvert de plaies qui ne guérissaient pas. Lorsqu'on m'a finalement donné des cachets, ceux-là ont provoqué une inflammation des organes digestifs. Voilà brièvement mes deux ans d'emprisonnement.

Je m'adresse à la communauté internationale pour soutenir ces prisonniers de la Russie, qui sont encore détenus, leurs familles et pour maintenir un régime de sanctions contre la Russie jusqu'à ce qu'elle respecte ses engagements. Pour que toutes sortes de sanctions politiques et économiques puissent mettre fin à ses ingérences en Ukraine et dans la vie des Ukrainiens.

Traduction par Olesya Fediv,
membre d'Ukraine Action

1. L'actuel Service fédéral de sécurité (FSB), l'héritier du KGB.

Tchéchénie : derrière la « stabilisation », déni de droits et répressions

Anne Le Huérou, sociologue, maître de conférences à l'Université Paris-Nanterre

Après deux conflits armés d'une très grande brutalité (1994-1996 et 1999-2009), ayant opposé les partisans de l'indépendance du territoire tchéchène aux forces fédérales russes, la République de Tchétchénie est gouvernée par un dirigeant parfaitement loyal à V. Poutine, R. Kadyrov, qui dispose d'une carte blanche pour mener sur son territoire les actions et politiques dans le plus grand arbitraire. Avec à la clé une répression toujours très présente contre toute manifestation de désaccord ou de « déviance » comme viennent de le rappeler les révélations récentes concernant la répression des homosexuels en Tchétchénie.

Quand on reparle de la Tchétchénie...

Début avril 2017, une enquête du journal russe indépendant *Novaïa Gazeta* faisait état d'une campagne massive de répression de personnes homosexuelles ou soupçonnées de l'être en République de Tchétchénie. Au prétexte de la colère provoquée à Grozny par une demande des organisations LGBT de Russie de tenir des Gay Pride dans l'ensemble des régions de la Fédération de Russie, une centaine d'entre elles auraient été arrêtées et détenues dans des lieux secrets, battues, torturées et au moins trois seraient mortes. Rapidement confirmées par des organisations internationales de défense des droits de l'homme comme Amnesty ou Human Rights Watch qui ont pu s'entretenir avec des victimes, – dont plusieurs ont réussi depuis à quitter la République – relayées par les médias nationaux et internationaux, reprise par les chancelleries occidentales et par Angela Merkel lors de son voyage à Moscou début mai, ces révélations ont même déclenché une timide réaction des pouvoirs publics fédéraux qui ont demandé des « éclaircissements » aux autorités judiciaires de la République de Tchétchénie.

Une campagne incluant aussi la situation des homosexuels dans le Donbass vient d'être lancée¹ et plusieurs associations LGBT ont déposé une plainte à la CPI contre la Russie.

Cet événement, outre ce qu'il contient de particulièrement grave en lui-même en termes de discriminations, de violence, et de violations des droits fondamentaux des personnes concernées, met en lumière plusieurs des principaux enjeux de la Tchétchénie aujourd'hui : l'arbitraire des forces de l'ordre qui combattent en toute impunité la moindre manifestation de critique ou simplement de comportement s'écartant de la norme rigoriste que le régime de R. Kadyrov a imposé à toute la société ; une population largement traumatisée par les deux conflits et la brutalité du régime, dont le silence ou le repli sur les valeurs d'une « tradition » réinventée par le régime lui permettent d'autant plus facilement de se maintenir ; et enfin une relation de plus en plus ambiguë entre la République de Tchétchénie et les autorités fédérales à Moscou : de plus en plus souvent décrite comme « un État dans l'État », la Tchétchénie semble souvent hors de contrôle des autorités fédérales, tandis que le système de loyauté personnelle entre R. Kadyrov et V. Poutine continue à ce jour à fonctionner à l'avantage des deux parties selon un pacte assez explicite : la « sécurisation » de la Tchétchénie est assurée, de manière relativement « satisfaisante » pour Moscou, par les forces du régime de Ramzan Kadyrov, en échange de quoi les autorités fédérales ferment les yeux sur les excès internes du régime.

Depuis deux ou trois ans cependant, plusieurs éléments sont venus contrarier cette relation et jeter le doute sur sa viabilité à long terme, tandis que la pression du régime sur la société ne se relâche pas bien au contraire.

Un consensus effrité ?

Malgré la reconduction prévisible de R. Kadyrov à la tête de la Tchétchénie avec... 98 % des suffrages en septembre 2016, et les apparences d'une adhésion majoritaire au régime, des tensions et désaccords se manifestent dans la population avec plusieurs caractéristiques : il s'agit souvent de manifestations individuelles et spontanées, sur des thèmes relatifs à la corruption et à la situation socio-économique, et qui s'appuient sur les réseaux sociaux en prenant souvent la forme de messages vidéo adressés à visage découvert. Ces

1. « #StopLGBTpersecution : solidarité avec les personnes LGBT de Tchétchénie et du Donbas », FIDH, <https://www.fidh.org/fr/regions/europe-asie-centrale/russie/stoplgbtpersecution-la-campagne-internationale-de-solidarite-avec-les> [consulté le 17 juin 2017].

personnes, que certains n'ont pas hésité à qualifier de « lanceurs d'alertes » et dont plusieurs rapports récents documentent les récits², subissent des représailles, parfois sous forme de séances d'humiliations publiques visant à les désigner comme des éléments marginaux réprouvés par la société.

Oser mettre en lumière publiquement des problèmes économiques ou sociaux pouvait pourtant apparaître comme une possibilité indirecte d'exprimer l'exaspération de la population en évitant une critique directe du système politique. En effet, les pièces maîtresses du dispositif de pouvoir en place à Grozny, que l'ONG russe de défense des droits de l'Homme Memorial n'hésite pas à qualifier d'« État totalitaire dans l'État »³, sont la recherche d'un contrôle total sur la population afin d'éviter toute voix discordante d'une part, et la poursuite par la pression et la violence de personnes suspectées d'avoir, de près ou de loin, participé un jour à la lutte armée ou simplement exprimé des sympathies à son égard, d'autre part. Ce dernier élément est ce qui permet à R. Kadyrov d'assurer à Moscou que la sécurisation du territoire et la liquidation de ce qui pourrait subsister de résistance armée sont assurés. En conséquence, les jeunes hommes en particulier continuent d'être la cible d'arrestations par les forces de l'ordre, suivies selon les cas de détention accompagnée de mauvais traitement et tortures, de disparitions ou d'exécutions. La mise à l'écart des principaux défenseurs des droits de l'homme dans la région rend de plus en plus difficile tout travail d'enquête sur les violations.

Au-delà de ces prises de position critiques dans l'espace virtuel, les fissures dans le consensus s'expriment aussi, de manière persistante même si non massive, par des attaques armées contre des membres des forces de l'ordre. Ces attaques entraînent des opérations de représailles très étendues dont la caractéristique principale est de prendre pour cible les familles des auteurs de ces attaques, en brûlant par exemple des maisons pour obliger ces familles à quitter le territoire de Tchétchénie.

En février 2017, une attaque meurtrière a pris pour cible des membres de la Garde Nationale, une nouvelle division fédérale de la police dont des unités sont stationnées en Tchétchénie et dont la présence doit permettre aux structures régaliennes

fédérales de reprendre pied sur le territoire de la Tchétchénie. Cette attaque a été perçue comme un affront particulier contre le président R. Kadyrov qui se fait fort de garantir la sécurité dans la république, *a fortiori* s'il s'agit de protéger des forces fédérales.

Une loyauté sans faille ?

Cet épisode permet d'illustrer l'ambiguïté de cette relation de loyauté et de dépendance entre le président tchétchène et V. Poutine, loyauté qui a pris parfois la forme de démonstrations de force – comme en décembre 2014, lorsque défilent dans un stade plusieurs milliers d'hommes surarmés, présentés par R. Kadyrov comme « l'infanterie combattante de Poutine prête à obéir à n'importe quel ordre »⁴, et à s'engager pour la défense de la Russie – ou d'une participation bien réelle à des opérations armées extérieures de la Russie : après la Géorgie à l'été 2008, la présence de bataillons tchétchènes aux côtés des séparatistes du Donbass a été remarquée, avant que l'engagement militaire russe en Syrie ne soit l'occasion d'une véritable promotion des forces tchétchènes envoyées en Syrie pour y combattre l'État islamique, mais aussi y retrouver d'autres Tchétchènes, partis eux rejoindre les rangs des organisations djihadistes armées.

En échange de cette loyauté, R. Kadyrov a depuis des années « carte blanche » pour mener comme il l'entend les politiques internes, qu'il s'agisse de maintien de l'ordre, de culture, d'éducation, de religion et de mœurs. Nombre des « lois » sous lesquelles vivent aujourd'hui les habitants de Tchétchénie sont contraires à la Constitution de la Fédération de Russie – alors que la Tchétchénie est officiellement une entité fédérée de la Fédération et doit donc s'inscrire dans un ordre juridique conforme à la Constitution fédérale – ne semble pas pour l'instant gêner outre mesure Moscou, sauf lorsque l'arbitraire ou la violence franchit un certain seuil « d'inconfort » pour le Kremlin, par exemple lors de l'assassinat de Boris Nemtsov, dont les auteurs présumés sont tchétchènes et pour certains proches de R. Kadyrov. Mais de manière générale, cette situation d'« État dans l'État » convient à un régime qui a lui-même mis en place de nombreuses lois attentatoires aux libertés ou sources de discriminations. C'est notamment le cas pour

2. Voir notamment le rapport *Like Walking a Minefield. Vicious Crackdown on Critics in Russia's Chechen Republic*, Human Rights Watch, 30 août 2016, <https://www.hrw.org/report/2016/08/30/walking-minefield/vicious-crackdown-critics-russias-chechen-republic> ; voir également le rapport de l'ONG Memorial, *Counter Terrorism in the North Caucasus : a human rights perspective*, 2014-première moitié 2016, http://memohrc.org/sites/default/files/doklad_severnyy_kavkaz_-_angl.pdf, le rapport *Chechnya, an Inner Abroad*, ICG, 2015, <https://www.crisisgroup.org/europe-central-asia/caucasus/russianorth-caucasus/chechnya-inner-abroad>, et le long reportage d'octobre 2016 publié par Elena Milachina dans *Novaya Gazeta* (en russe), « Malédiction à l'Itchkérie », <https://www.novayagazeta.ru/articles/2016/10/03/70025-proklyatie-ichkerii-doklad-novoy-gazety> [consulté le 17 juin 2017].

3. Dans son rapport *Counter Terrorism in the North Caucasus*, op. cit.

4. A. Bowen, « Kadyrovtsy: 'Vladimir Putin's Combat Infantry' and Ramzan Kadyrov's Henchmen », *The Interpreter*, 10 juin 2015, <http://www.interpretermag.com/kadyrovtsy-vladimir-putins-combat-infantry-and-ramzan-kadyrovs-henchmen> ; « Boevaya pekhot Putina gotova k liubomu prikazu », <http://dayz3.ru/watch/Zvuv8D7zzQ4/chechnya-groznyj-kadyrov-boevaya-pekhot-putina-gotova-k-liubomu-prikazu.html> [consulté le 17 juin 2017].

la question LGBT : les autorités tchétchènes peuvent se permettre ces pratiques ouvertement répressives à l'égard des homosexuels parce que le contexte russe à ce sujet est lui-même propice aux discriminations, notamment depuis la loi de 2013 sur la propagande homosexuelle à l'égard des mineurs qui justifient de nombreuses mesures répressives.

Menaces sur les réfugiés tchétchènes en Europe ?

Depuis quelques années, sous l'effet de plusieurs facteurs, la situation des tchétchènes réfugiés en Europe est également de plus en plus préoccupante. À commencer par l'arrivée sur le territoire de l'UE, rendue ces derniers mois encore plus difficile qu'auparavant avec la quasi-fermeture de la frontière polono-biélorusse à Terespol et la présence de centaines de demandeurs d'asile bloqués aux abords de ce poste. Ensuite, les refus d'asile, de plus en plus fréquent, qui viennent malheureusement conforter la politique d'incitation au retour de R. Kadyrov, en particulier envers ceux qui auraient participé ou sympathisé avec le mouvement séparatiste. Le pouvoir tchétchène n'hésite pas à exercer de fortes pressions en ce sens sur les familles. Plusieurs Tchétchènes, contraints de rentrer en Tchétchénie après avoir demandé l'asile sans succès en Europe,

ont été soumis à des arrestations, des tortures voire des exécutions extrajudiciaires. Plus récemment enfin, un problème nouveau a émergé, conséquence directe des politiques de lutte contre le terrorisme et de leur caractère répressif indiscriminé qui a touché à plusieurs reprises des Tchétchènes ayant obtenu le statut de réfugié en France, voire y ayant grandi et passé la plus grande partie de leur vie : certains, objets de poursuite pour « radicalisation » ou pour s'être rendus en Syrie sont expulsés vers la Russie au lieu de faire l'objet d'une procédure en France, ce qui fait craindre des menaces pour leur vie et leur sécurité. Les conditions de ces expulsions sont telles que la personne ne peut exercer son droit effectif à un appel auprès de la CEDH⁵.

La campagne de soutien aux homosexuels victimes de violences en Tchétchénie permettra-t-elle une prise de conscience auprès d'un public plus large que celui des spécialistes de la Russie et du Caucase ? Dans son ensemble, la société tchétchène vit toujours dans un « après-guerre sans paix », sans perspective autre à court terme que d'accepter le régime de R. Kadyrov, pour une toute petite minorité le combattre par les armes, ou le fuir sans certitude d'être accueillie dans une Europe dont les portes se ferment de plus en plus souvent.

5. « Les Tchétchènes, entre extermination, exil et anti-terrorisme », Paris-Luttes Info, 19 avril 2017, <http://paris-luttes.info/les-tchetchenes-entre-7927?lang=fr> [consulté le 17 juin 2017].

Conflit du Haut-Karabakh : vers un effondrement de l'équilibre stratégique et militaire entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan ?

Par **Sophie Clamadiou**, chercheuse en droit international public, co-fondatrice du Centre de recherche « Caucasus Initiative »

Le parti de l'actuel président de la République d'Arménie, Serge Sargsyan, est sorti vainqueur des élections législatives du 2 avril 2017. Sans surprise, la question de la résolution du conflit du Haut-Karabakh s'est naturellement imposée comme l'un des sujets clefs de la campagne électorale¹. Le scrutin intervenait un an exactement après l'éclatement de la « Guerre des quatre jours » ayant opposé forces arméniennes et karabakhies aux forces azéries le

long de la frontière *de facto* entre le Haut-Karabakh et l'Azerbaïdjan. Les affrontements, qui furent les plus meurtriers depuis la fin du conflit de 1988-1994, avaient alors montré le caractère fragile du cessez-le-feu conclu en 1994.

L'émergence d'un conflit identitaire

Enclave située au sein de l'Azerbaïdjan, le Haut-Karabakh – également appelé « Artsakh » – qui abrite actuellement une population d'environ 149 000 habitants sur un espace de la taille d'un département français, est un État non-reconnu par la société internationale dont le territoire est contesté par les autorités arméniennes et azerbaïdjanaises. Rattaché au territoire administratif de Bakou par les soviétiques en

1. S. Markedonov, « What's at stake in the Armenian elections? », *Carnegie Moscow Center*, 14 mars 2017.

1921 – sous le statut officiel d'oblast autonome à partir de 1923 – alors qu'il était majoritairement composé d'Arméniens², l'Artsakh a constamment revendiqué son appartenance à l'Arménie, notamment depuis le 20 février 1988, date à laquelle le Conseil régional des délégués du Haut-Karabakh adopte une résolution appelant au rattachement de la région à la République Socialiste Soviétique d'Arménie³. La demande sera fermement rejetée par Moscou et Bakou. Si pour certains cet événement marque le point de départ de la guerre pour l'indépendance de l'enclave, ce n'est qu'à la chute de l'Union soviétique et la proclamation de l'indépendance de l'Azerbaïdjan en 1991 que les tensions entre Arméniens/Karabakhis et Azerbaïdjanais résultent en un véritable conflit armé qui fera entre 20 000 et 30 000 morts⁴ et débouchera sur la signature d'un frêle cessez-le-feu en 1994. En effet, contrairement aux autres conflits dits « gelés » de la région du Caucase, les escarmouches sont fréquentes le long de la ligne de contact entre le Haut-Karabakh et l'Azerbaïdjan, faisant régulièrement des morts dans les rangs des deux parties belligérantes.

Si le conflit du Haut-Karabakh semble constituer une nouvelle illustration de l'opposition classique qui peut exister entre droits des peuples à disposer d'eux-mêmes et principe du respect de l'intégrité territoriale des États, force est de constater que sur le plan politique, la lutte pour la reprise de l'enclave relève de l'identité nationale tant pour l'Arménie que pour l'Azerbaïdjan. Il est important de remarquer qu'à la suite de leur indépendance au début des années 1990, les deux États se sont construits sur la volonté et le devoir national de reprendre le contrôle du territoire karabakhi ; un élément qui permet alors de comprendre la raison pour laquelle aucune des deux parties n'est prête à faire de concessions.

D'une part, la mémoire du génocide de 1915 et la nostalgie de la « Grande Arménie » sont encore très présentes dans l'inconscient collectif arménien. En témoigne, par exemple, l'omniprésence de l'image du Mont Ararat, montagne biblique rattachée au territoire turc et autrefois possédée par l'Arménie, non seulement dans la culture, mais également

dans les produits arméniens de consommation – cigarettes, cognac, etc. Pour la population arménienne, dont l'identité chrétienne est souvent mise en avant, la perte du Mont Ararat au sommet duquel l'arche de Noé s'est posé à la fin du déluge, au profit d'un État majoritairement musulman est perçue comme un traumatisme et renforce son sentiment d'être à la fois martyr et défenseur du christianisme. Ainsi, le Haut-Karabakh représenterait la dernière limite à ne pas franchir, en ce sens que perdre ce territoire reviendrait à avoir tout perdu⁵.

D'autre part, force est de remarquer que le Haut-Karabakh constitue pour l'Azerbaïdjan un réel enjeu de fierté et de souveraineté nationale⁶. Comme souligné par Sergey Minasyan, membre du Caucasus Institute à Yerevan, la défaite militaire de 1992-1994, quelques mois seulement après la déclaration de son indépendance, a laissé une « *marque douloureuse dans l'identité nationale azerbaïdjanaise* »⁷. La volonté de reprendre le contrôle de l'enclave séparatiste s'est donc imposée non seulement comme socle idéologique à la consolidation de la société azerbaïdjanaise, mais également comme moyen de légitimation de la classe politique dirigeante, celle-ci alimentant régulièrement le désir de revanche au sein de la population en lui promettant une victoire prochaine.

Un équilibre des forces entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan

Le conflit du Haut-Karabakh est comparable à un « jeu à somme nulle », en ce que la victoire de l'un est perçue comme une défaite pour l'autre⁸ et que, par conséquent, il est possible de remarquer l'existence d'un certain équilibre entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, sur le plan stratégique et militaire.

Contrairement aux autres conflits dits « gelés » de la région du Caucase, les deux parties entretiennent des relations relativement équilibrées avec l'Union européenne et la Russie.

D'un côté, l'Azerbaïdjan, dont la principale préoccupation est d'empêcher que le Haut-Karabakh soit reconnu par un quelconque État,

2. Arte, « Comprendre le conflit du Nagorno-Karabakh en cinq questions », 7 avril 2016 ; G.-F., Dumont, « Haut-Karabakh : Géopolitique d'un conflit sans fin », *Géostratégiques*, n°38, 2013, p. 35-74, p. 40 ; T. Hadjibeyli, « La question du Haut Karabagh : Un point de vue azerbaïdjanais », *Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée*, vol. 48, n°1, 1988, p. 281-290, 287.

3. S. Avakian, *Nagorno Karabagh: Legal aspects*, Yerevan, Tigran Mets Publishing House, 2013, p. 15.

4. S. Deyon, « Conflit du Haut-Karabagh : Le ressenti des acteurs locaux », IRIS, 2 août 2016.

5. Enquête de terrain en Arménie, avril-mai 2016. N.B. : pour le Haut-Karabakh, l'accent est également mis sur l'identité et, par conséquent, sur la sécurité de la population et du territoire karabakhis – ceux-ci pouvant, selon eux, être amenés à disparaître totalement si l'Azerbaïdjan venait à reprendre le contrôle de l'enclave. C'est notamment pour cette raison que le Haut-Karabakh occupe des territoires azerbaïdjanais, se trouvant donc au-delà des frontières historiques karabakhies, afin de créer une zone tampon avec l'Azerbaïdjan et garantir ainsi leur sécurité.

6. S. Deyon, « Conflit du Haut-Karabagh : Le ressenti des acteurs locaux », *op. cit.*

7. S. Minasyan, « Nagorno-Karabakh after two decades of conflict: Is prolongation of the status quo inevitable? », *Caucasus Institute Research Papers*, n°2, août 2010, p. 15.

8. L. Deriglazova et S. Minasyan, « Nagorno-Karabakh: The paradoxes of strength and weakness in an asymmetric conflict », *Caucasus Institute Research Papers*, n° 3, juin 2011, p. 45.

s'appuie principalement sur l'exportation et le commerce de ses ressources énergétiques pour développer ses relations avec les pays membres de l'Union européenne. Ainsi, en 2014, les principaux clients de l'Azerbaïdjan étaient l'Italie, l'Allemagne et l'Espagne⁹. Néanmoins, faut-il souligner que si Bakou a fondamentalement besoin d'accéder aux marchés européens, il n'en est pas de même pour Bruxelles dont les deux plus grands fournisseurs de ressources pétrolières et gazières demeurent la Russie et la Norvège¹⁰. Aussi, en dépit de la rivalité qui l'oppose à Moscou sur le plan énergétique, l'Azerbaïdjan entend maintenir ses relations avec la Russie, cette dernière pouvant avoir un rôle décisif vis-à-vis du conflit dans le Haut-Karabakh. Une certitude d'autant plus présente après la « Guerre des cinq jours » ayant opposé forces russes et géorgiennes en Ossétie du Sud en août 2008. En effet, l'intervention violente de Moscou après l'attaque de Tbilissi à l'encontre de Tskhinvali, la capitale du territoire séparatiste, puis la reconnaissance subséquente de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud, a non seulement fait craindre à l'Azerbaïdjan le même destin s'il tentait de reprendre le contrôle de l'enclave par la force, mais lui a également fait penser qu'aucun changement dans le *status quo* ne serait possible sans l'accord préalable du Kremlin. Faut-il enfin souligner que Bakou bénéficie du plein soutien de la Turquie, membre de l'OTAN, depuis le début de la crise. En témoigne notamment le blocus instauré par Ankara à l'encontre de Yerevan depuis 1993.

De l'autre côté, l'Arménie, ne disposant pas de gisements de gaz et de pétrole comme son État voisin, se repose particulièrement sur une large diaspora qui s'étend à travers le monde, et dont la plus large part se concentre aux États-Unis, en Russie et en France, les trois principaux pays siégeant au Groupe de Minsk¹¹. Ainsi, cela lui permet non seulement d'influencer certaines décisions politiques et économiques en sa faveur – lorsque les membres de la diaspora arménienne bénéficient de postes clefs au sein de leur État de résidence – mais également de constituer un poids important lors des négociations relatives à la résolution du conflit du Haut-Karabakh¹². Contrairement à l'Azerbaïdjan qui s'en est retiré en 1999, l'Arménie est membre de

l'Organisation du Traité de Sécurité Collective comprenant la Biélorussie, le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan et la Russie, et a rejoint l'Union économique eurasiatique en 2015 ; un élément qui, par ailleurs, avait renforcé la crainte de Bakou de voir Moscou intervenir dans l'enclave séparatiste.

À l'équilibre stratégique et militaire existant entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, s'ajoute les intérêts de certains États de la région du Caucase au maintien du *status quo*. Force est de constater le rapport ambigu qu'entretient la Russie vis-à-vis des deux parties belligérantes ; celle-ci possédant deux bases militaires en Arménie, mais vendant des armes à la fois à Yerevan et à Bakou¹³. Cela lui permet alors non seulement de bénéficier de retombées économiques grâce à la vente des armes, mais également de se positionner en tant que principal médiateur du conflit, notamment en menaçant de déployer des forces de maintien de la paix au sein de l'enclave séparatiste.

Si la Géorgie soutient l'Azerbaïdjan en raison à la fois de son combat dans la récupération d'un territoire sécessionniste – Tbilissi souhaitant elle-même réintégrer l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud au sein de son territoire, deux régions séparatistes perdues à la suite de la chute de l'Empire soviétique – et des relations commerciales qu'elle entretient avec Bakou sur le plan énergétique, force est d'admettre que le *status quo* lui assure des avantages économiques conséquents et un certain monopole dans la région. Par exemple, le blocus imposé à l'Arménie lui a notamment permis de bénéficier d'une position clef dans l'approvisionnement d'hydrocarbures vers la Méditerranée grâce à la construction de l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan.

De même, l'Iran entretient également une approche nuancée dans le conflit du Haut-Karabakh. En effet, si Téhéran soutient l'Azerbaïdjan de par sa proximité religieuse, ce premier coopère également avec l'Arménie dans les domaines économique et de communication¹⁴ et espère que l'enclave reste sous le contrôle arménien afin de créer une zone tampon entre l'Azerbaïdjan et les régions du nord de l'Iran, habitées par une large communauté azerbaïdjanaise¹⁵.

9. Ministère français des Affaires étrangères, site officiel, <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/azerbaïdjan/presentation-de-l-azerbaïdjan/> [consulté le 17 juin 2017].

10. Commission européenne, Eurostat, site officiel, http://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/Energy_production_and_imports/fr#Les_importations [consulté le 17 juin 2017].

11. Créé en 1992 sous les auspices du CSCE (maintenant OSCE), le Groupe de Minsk vise à négocier une résolution du conflit du Haut-Karabakh. Il est présidé par les États-Unis, la France et la Russie et est composé de la Biélorussie, de l'Allemagne, de l'Italie, de la Suède, de la Finlande, de la Turquie, de l'Azerbaïdjan et de l'Arménie.

12. S. Minasyan, « Nagorno-Karabakh after two decades of conflict... », *op. cit.*, p. 23.

13. K. Babayan et S. Danialyan, « Nagorno Karabakh: The edge of Russia's orbit », European Council on Foreign Relations, 1er septembre 2016.

14. *Ibid.*, p. 32.

15. L. Deriglazova et S. Minasyan, « Nagorno-Karabakh... », *op. cit.*, p. 69.

Vers un effritement de l'équilibre des forces entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan ?

Force est de constater que certains événements récents pourraient provoquer quelques secousses dans l'équilibre stratégique et militaire qui s'est instauré entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan.

Premièrement, faut-il remarquer que lors de la « Guerre des quatre jours » en avril 2016, la Russie ne s'est pas positionnée du côté de Yerevan, mais a préféré adopter un rôle de médiateur neutre entre les deux parties au conflit ; cela n'échappant donc pas à Bakou qui craignait que la Russie se range du côté de l'Arménie en cas de conflit dans le Haut-Karabakh. Cela est d'autant plus préoccupant que pour certains auteurs, les assauts lancés par les forces azerbaïdjanaises dès le 2 avril 2016 visaient en partie à tester la réaction russe en cas d'attaque à l'encontre de l'enclave¹⁶.

Du côté arménien, le manque de position de Moscou en faveur de l'Arménie a entraîné plus de méfiance vis-à-vis de la Russie ; ce d'autant plus que les armes utilisées par les forces azerbaïdjanaises étaient des armes russes¹⁷. Ainsi, l'un de thèmes clefs de la campagne électorale n'était-il pas la nature de la relation que devait entretenir l'Arménie avec la Russie, départageant alors les différents partis en fonction de leur position en faveur ou non de Moscou¹⁸ ?

Deuxièmement, le rapprochement de

la Turquie et de la Russie, et l'éloignement presque corrélatif de ce premier avec l'Union européenne – dont la victoire du « oui » au référendum constitutionnel du 16 avril 2017 semble marquer le point de non-retour – ne sera certainement pas sans conséquence sur le conflit autour de l'enclave arménienne. Son principal allié se positionnant davantage favorablement à Moscou, l'Azerbaïdjan aura probablement de plus en plus de difficultés à équilibrer ses relations avec la Russie et l'Union européenne, et pourrait être davantage lié par les décisions russes.

Troisièmement, il n'est pas difficile de remarquer que les conflits en Syrie et en Ukraine ont provoqué un changement significatif dans l'agenda des acteurs régionaux et internationaux, ceux-ci préférant privilégier la résolution de ces deux conflits plutôt que celui du Haut-Karabakh. Or les élites politiques azerbaïdjanaises, ayant fondé leur légitimité sur la revanche et la promesse d'un retour rapide de l'Artsakh au sein de l'Azerbaïdjan, ne pourront plus contenir la population, qui attend depuis déjà plus de vingt ans que cette promesse soit tenue et qui se trouve de plus en plus en situation de difficulté économique. Craignant une révolution, similaire à celles qui se sont déroulées dans les pays arabes, Bakou pourrait de nouveau attaquer l'enclave séparatiste non seulement pour montrer à la société internationale qu'un risque d'escalade est toujours présent, mais aussi pour tenter de reprendre le contrôle du territoire.

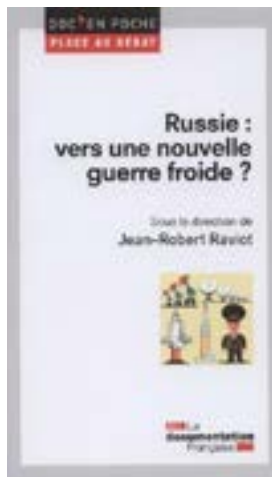
16. M. E. Lambert, « L'ingérence de la Russie dans le conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan », CDA Institute, 7 juin 2016

17. K. Badayan et S. Danialyan, « Nagorno Karabakh... », *op. cit.*

18. S. Markedonov, « What's at stake in the Armenian elections? », *op. cit.*

Lire

Jean-Robert Raviot (dir.) *Russie : vers une nouvelle guerre froide ?*, Paris, La documentation française, 2016, 192 p.



Sommes-nous en train de passer d'une guerre froide à une autre ? Les tensions qui sévissent entre l'Occident et la Russie aujourd'hui et la volonté de puissance russe contre l'unilatéralisme américain peuvent-elles se solder par une confrontation directe ? Ce qui est certain c'est que depuis la chute de l'Union soviétique, l'arme nucléaire n'est plus aussi centrale dans la doctrine militaire. De nouvelles

formes de confrontation naissent et cet ouvrage collectif, dirigé par Jean-Robert Raviot, s'attache à les décrypter. Le Kremlin jouit d'un *soft power* grandissant grâce à ses agences d'information, ses médias et ses canaux de propagande internationaux. Des médias comme RT (*Russia Today*) ou encore *Sputnik* entendent « briser le monopole des médias occidentaux dans le flux mondial de l'information », pour reprendre les propos de Vladimir Poutine. Les cyber-attaques constituent un autre volet de ce *soft power*. « La Russie est devenue un acteur incontournable du cyberspace ». Les cyber-attaques sont devenues une caisse de résonance de l'action diplomatique russe et le prolongement de ses activités offensives. Par ailleurs, la Russie ne cesse d'être dans un jeu d'influence en favorisant des guerres irrégulières comme en menant une guerre « voilée » en Ukraine, en niant la présence de l'armée russe et une guerre plus « ouverte » en Syrie. Cependant si nouvelle guerre froide il y a entre l'Occident et la Russie, elle n'est plus armée ; elle est avant tout une guerre des mots et des images.

C.C.-S.

Guy Delisle, *S'enfuir. Récit d'un otage*, Paris, Dargaud, 2016, 432 p.



Après Pyong Yang, la Chine, Israël, c'est en Tchétchénie que nous emmène Guy Delisle au cœur d'un enlèvement et de la solitude d'un détenu. Séquestré pendant 111 jours et menotté à un radiateur, Christophe André se remémore encore et encore les campagnes de Napoléon et le nom de ses généraux pour occuper les journées et ne pas devenir fou : « A...comme Austerlitz,

La bataille d'Austerlitz, 1805. B...comme... Borodino. La bataille de Bordino, campagne de Russie, 1812. C...comme...Cambronne. Pierre Jacques Étienne Cambronne, général d'Empire ». Il s'accroche aux détails et s'attache à retenir la date sans savoir quand cela va s'arrêter. Responsable d'une ONG médicale en Tchétchénie, il se fait enlever en juillet 1997 par des ravisseurs tchétchènes qui demanderont pour sa libération 1 million de dollars. Une rançon qui n'arrivera jamais...

Car être otage c'est avant tout compter les jours, pour ne pas perdre le fil d'un temps qui ne passe pas. « Je passe ma soirée à raconter mon enlèvement, ma captivité et mon évasion, en long et en large... à un radiateur ». Durant plus de 400 pages, l'auteur nous fait ressentir le vide et l'attente sans que le lecteur ne s'ennuie. Un album prenant et réussi qui vous tiendra en haleine tout l'été !

C.C.-S.

Ioulia Shukan, *Génération Maïdan. Vivre la crise ukrainienne*, Paris, Éditions de l'Aube, 2016, 203 p.



Ce témoignage puissant de la révolte de la place Maïdan, qui entraînera le destitution de Viktor Ianoukovitch en 2014, nous emmène dans les coulisses d'une rébellion contre un régime trop

autoritaire, une police trop violente, et un État trop corrompu. La militarisation progressive de la révolte conduit les revendications à évoluer et à être de plus en plus sévères contre le Président ukrainien, jusqu'à réclamer sa démission. S'ensuit l'annexion de la Crimée, l'insurrection au Sud-Est, puis le conflit armé dans le Donbass. Ces événements sont racontés à travers les portraits de manifestants, de personnes fuyant la guerre, de bénévoles, de militaires blessés dont la vie a basculé et pour lesquels cette crise et/ou la gestion de ses conséquences sont devenues leur nouveau quotidien. La chercheuse biélorusse Ioulia Shukan, qui a vécu jour après jour les évolutions de Maïdan, nous livre une enquête de terrain précise qui dénonce aussi un État absent, qui ne remplit plus ses fonctions régaliennes, obligeant ainsi la nouvelle « génération Maïdan » à émerger et à se battre pour l'Ukraine de demain.
C.C.-S.